

Rapport d'évaluation à l'assemblée générale de Fluxys SA portant sur les données comptables et financières contenues dans le rapport spécial de l'organe d'administration dans le cadre d'une émission de nouvelles actions, avec renonciation au droit de préférence des actionnaires en faveur des membres du personnel de Fluxys SA et de ses filiales

Conformément à l'article 7:191 du Code des sociétés et des associations (« CSA »), nous publions, en notre qualité de commissaire, un rapport d'évaluation adressé à l'assemblée générale de Fluxys SA (« la Société ») sur les données comptables et financières reprises dans le rapport spécial de l'organe d'administration. Ainsi, notre mission s'inscrit dans la prise de décision proposée à l'assemblée générale extraordinaire du 27 octobre 2021 de procéder à des augmentations de capital réservées à l'ensemble des membres du personnel (employés, cadres et direction) de Fluxys SA et de ses filiales ayant une ancienneté de minimum 6 mois lors du commencement de chaque période de souscription (les « Membres du Personnel ») et ce, à concurrence d'un montant maximum de € 2.999.985,93 (les « Augmentations de Capital »).

Nous avons évalué les données comptables et financières reprises dans le rapport spécial de l'organe de gestion joint à notre rapport.

Responsabilité de l'organe d'administration relative à l'établissement d'un rapport spécial contenant des données comptables et financières

L'organe d'administration est responsable de l'établissement d'un rapport qui justifie explicitement les raisons de la limitation ou de la suppression du droit de préférence et décrit les conséquences pour les droits patrimoniaux et sociaux des actionnaires.

L'organe d'administration est responsable du caractère suffisant des informations fournies afin que l'assemblée générale puisse décider en toute connaissance de cause.

Responsabilité du commissaire

Notre responsabilité est d'exprimer une conclusion sur les informations comptables et financières reprises dans le rapport spécial de l'organe d'administration en vertu de l'article 7:191 CSA, sur la base de notre évaluation.

Nous ne nous prononçons pas sur le caractère adéquat et opportun de l'opération ni sur la question de savoir si l'opération est légitime et équitable (« no fairness opinion »).

Nous avons effectué notre mission conformément à la Norme Internationale d'Examen Limité 2410 « Examen limite d'informations financières intermédiaires effectué par l'auditeur indépendant de l'entité » et en tenant compte des diligences recommandées par l'Institut des Réviseurs d'Entreprises. Dans le cadre de cette mission, nous devons déterminer si nous avons relevé de faits qui nous laissent à penser que les données comptables et financières, incluses dans le rapport spécial de l'organe

d'administration et qui sous-tendent la description de l'impact de l'opération proposée sur les droits sociaux et sur les droits patrimoniaux des actionnaires - prises dans leur ensemble, ne sont pas fidèles et suffisantes dans tous leurs aspects significatifs pour éclairer l'assemblée générale appelée à voter l'opération proposée. Nous nous sommes conformés aux exigences déontologiques pertinentes applicables à la mission.

L'évaluation des données comptables et financières incluses dans le rapport spécial de l'organe d'administration consiste en des demandes d'informations, principalement auprès des personnes responsables des questions financières et comptables et dans la mise en œuvre de procédures analytiques et l'évaluation de l'information probante obtenue.

L'étendue de notre mission d'évaluation est très inférieure à celle d'un audit effectué selon les normes internationales d'audit (normes ISA, International Standards on Auditing) et, en conséquence, ne nous permet pas d'obtenir l'assurance que nous avons relevé tous les faits significatifs qu'un audit permettrait d'identifier. En conséquence, nous n'exprimons pas d'opinion d'audit sur les données comptables et financières.

Conclusion

Sur la base de notre évaluation, nous n'avons pas relevé de faits qui nous laissent à penser que les données comptables et financières, incluses dans le concept rapport spécial de l'organe d'administration, lequel rapport contient les conséquences sur les droits patrimoniaux et sociaux des actionnaires, - ne sont pas fidèles et suffisantes, dans tous leurs aspects significatifs, pour éclairer l'assemblée générale appelée à voter sur l'opération proposée.

Restriction de l'utilisation de notre rapport

Ce rapport a été établi uniquement en vertu de l'article 7:191 CSA dans le cadre d'une émission de nouvelles actions, avec renonciation au droit de préférence des actionnaires en faveur des membres du personnel (au sens de la législation pertinente) de Fluxys SA et de ses filiales proposée aux actionnaires et ne peut être utilisé à d'autres fins.

Diegem, 28 septembre 2021

EY Réviseurs d'entreprises SRL
Commissaire
représentée par

Wim Van Gasse*
Partner
*Agissant au nom d'une SRL

Réf. : 22WVG0012